

OLIVIER Pierre  
 PINEAU Anne  
 PINEAU Armand Pascal  
 PINEAU Bernadette  
 PINEAU Fabienne  
 PINEAU Isabelle  
 PINEAU Louis Marie  
 PINEAU Marcel  
 PINEAU Marie-Annick  
 PINEAU Raymonde  
 PINEAU Yannick  
 REVEILLERE Stéphane  
 REVEILLERE Véronique  
 VERQUIN Jean-Pierrre  
 VERQUIN Paulette

Constaté l'intervention volontaire du FONDS  
 DE GARANTIE DES ASSURANCES OBLIGATOIRES DE  
 DOMMAGES

Déclaré **OULKOUCH Lhoussain** seul et  
 entièrement responsable du préjudice subi par  
 les parties civiles et l'a condamné

à payer aux Consorts LANDAIS. PINEAU Louis  
 Marie. PINEAU Bernadette. PINEAU Isabelle. LANDAIS  
 Remy. LANDAIS Séverine. GERHARDY Kenley. MASSICOT  
 Anne-Marie. GERHARDY Matilda. GERHARDY Eloïse.  
 GERHARDY Lucile. LANDAIS Clotilde. PINEAU  
 Marcel, PINEAU Raymonde. LANDAIS Yolande.  
 GUERCHET Marie Line, LANDAIS Mariette, OLIVIER  
 Pierre. BUTET Thérèse. LANDAIS Béatrice. HERVE  
 Claudine. PINEAU Marie Annick. REVEILLERE  
 Véronique. PINEAU Fabienne. VERQUIN Paulette.  
 BECOT Jeannette, GABORIT Marie Dominique. FRADIN  
 Odile. GABORIT Suzon. BIDET Monique. MASSICOT  
 Véronique. MASSICOT Marie-Paule. GABORIT Aude.  
 LANDAIS Louis-Marie, LANDAIS Guy. OLIVIER Michel.  
 BUTET Gérard, HERVE Christian. GUERCHET Jean-  
 Marc. PINEAU Yannick. PINEAU Armand Pascal.  
 REVEILLERE Stéphane. GABORIT Camille. BECOT Jean-  
 Louis. VERQUIN Jean-Pierre. GABORIT André.  
 FRADIN Philippe. MASSICOT Bernard. MASSICOT  
 Jacques et MASSICOT Jean, parties civiles, la  
 somme de 50 euros chacun au titre de l'article  
 475-1 du code de procédure pénale.

Déclaré le présent jugement opposable au  
**FONDS DE GARANTIE DES ASSURANCES OBLIGATOIRES  
 DE DOMMAGES.**

**\*Mustapha BOUCHANE**, a été renvoyé devant le tribunal correctionnel par ordonnance de renvoi du 29 novembre 2013 pour avoir:  
à MONTPELLIER, le 22 décembre 2012, en tous cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription, conduit un véhicule en état d'ivresse manifeste.  
faits prévus par ART.L.234-1 §11,SV C.ROUTE.  
et réprimés par ART.L.234-1, ART L.234-2, ART.L.224-12 C.ROUTE.

-d'avoir à MONTPELLIER le 22 décembre 2012, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription, conduit un véhicule sans être titulaire du permis de conduire valable pour cette catégorie,  
faits prévus par ART.L.221-2 §1, ART.L.221-1 AL.1, ART.R.221-1 §1 AL.1 C.ROUTE et réprimés par ART.L.221-2 C.ROUTE.

Il a été cité le 16 janvier 2014 par les parties civiles pour avoir :

à Montpellier le 22/12/2012. sur le ressort judiciaire de Montpellier et depuis un temps non couvert par la prescription, étant conducteur d'un véhicule terrestre à moteur, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou manquement à une obligation de prudence ou de sécurité imposée par la loi ou le règlement, involontairement cause la mort de Charlotte LANDAIS, il lui est reproché d'avoir remis les clés à son ami en lui laissant reprendre le volant alors qu'il connaissait son état, comportement qui est en lien direct avec l'accident.

Le jugement correctionnel du TGI de MONTPELLIER du 4 mars 2014, après avoir ordonné la jonction des procédures 14020000157 et 12359000015, a condamné **Mustapha BOUCHANE** pour l'ensemble de ces faits à un an d'emprisonnement dont SIX MOIS assorti d'un sursis avec mise à l'épreuve,

#### **Sur l'action civile**

Déclaré **Mustapha BOUCHANE** responsable à hauteur de 25% du préjudice moral causé avec OULKOUCH Lhoussain

Renvoyé sur intérêts civils l'affaire à

l'audience du 15 septembre 2014 à 09:00

**APPELS :**

Par déclaration au greffe en date du 03 janvier 2014, le conseil de l'ensemble des parties civiles a interjeté appel à titre principal des dispositions civiles du jugement en date 2 janvier 2014 concernant **Lhoussain OULKOUCH**

Le ministère public a formé appel principal le 3 janvier 2014 des dispositions pénales de ce jugement.

Le 6 janvier 2014, par déclaration au greffe de la juridiction, le conseil du FONDS DE GARANTIE DES ASSURANCES OBLIGATOIRES DE DOMMAGES a interjeté appel des dispositions civiles du-dit jugement.

Par déclaration au greffe en date du 06 mars 2014, **BOUCHANE Mustapha** par l'intermédiaire de son conseil a interjeté appel à titre principal des dispositions pénales et civiles du jugement du 4 MARS 2014.

Le ministère public a formé appel incident le même jour.

Le 10 mars 2014, le conseil des consorts LANDAIS a interjeté appel des dispositions civiles du-dit jugement.

**DEROULEMENT DES DEBATS :**

A l'appel de la cause à l'audience publique du 18 décembre 2014, Madame de TALANCE a instruit ensemble les dossiers n°14/1939 et n° 14/1941 s'agissant des mêmes circonstances de faits, les prévenus ayant passé la soirée ensemble.

-constaté la présence et l'identité de **OULKOUCH Lhoussain** et a donné connaissance de l'acte qui a saisi le tribunal.

- constaté l'absence et l'identité de **Mustapha BOUCHANE** et a donné connaissance de l'acte qui a saisi le tribunal

En application des dispositions de l'Article 406 du Code de Procédure Pénale, la Présidente informe **OULKOUCH Lhoussain** de son droit, au cours des débats, de faire des déclarations, de répondre aux questions qui